

Le Caire, 31 mars 2021 □ Les inégalités en matière de santé dans la Région de la Méditerranée orientale sont alarmantes. Elles prévalent depuis longtemps, et la pandémie de COVID-19 vient s'ajouter au lourd fardeau des inégalités, selon un nouveau rapport préparé par la Commission sur les déterminants sociaux de la santé dans la Région de la Méditerranée orientale, avec le soutien de l'Alliance pour la recherche sur les politiques et les systèmes de santé et de l'Institute of Health Equity de l'University College London.

Le rapport intitulé « Reconstruire plus équitablement : atteindre l'équité en matière de santé dans la Région de la Méditerranée orientale » fournit des informations inédites sur l'état des inégalités en matière de santé dans la Région et exhorte les pays à prendre des mesures pour agir sur les déterminants sociaux de la santé afin d'inverser la tendance à l'aggravation des inégalités, accentuée par la pandémie de COVID-19, les conflits en cours, les mouvements massifs de population, les défis environnementaux, les inégalités entre les sexes et le chômage.

« Il n'existe aucune raison biologique permettant d'expliquer les différences effroyables qui existent entre les perspectives de vie des habitants de notre Région. Les inégalités en matière de santé sont évidentes dès le début de la vie : la mortalité des enfants de moins de cinq ans est comprise entre 7 et 128 pour 1000 naissances vivantes, l'espérance de vie varie de 54 à 79 ans chez les hommes, et de 57 à 80 ans chez les femmes. Les inégalités de pouvoir, d'argent et de ressources prévalent. C'est ce que nous appelons les déterminants sociaux de la santé, et c'est à ces déterminants que nous devons nous attaquer pour améliorer la santé des individus », a déclaré le Dr Ahmed Al-Mandhari, Directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale. « Comme le montre ce rapport, la COVID-19 aura pour effet d'accroître les inégalités si des mesures d'atténuation et d'adaptation fondées sur l'équité ne sont pas mises en place immédiatement », a-t-il ajouté.

Le rapport examine la façon dont l'infection par le virus de la COVID-19 et la mortalité qu'elle entraîne sont liées à la profession, au statut socio-économique et aux conditions de santé existantes, qui sont souvent associés à un statut socio-économique inférieur. Bien que la Région OMS de la Méditerranée orientale ait enregistré un nombre relativement faible de décès dus à la COVID-19 par rapport aux autres régions, les politiques d'endiguement devraient avoir un impact à long terme sur la santé, et en particulier sur les personnes qui font déjà partie des groupes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Les conflits et l'insécurité touchent plus de la moitié des pays de la Région de la Méditerranée

orientale, qui compte la majorité des décès liés aux conflits dans le monde. S'ajoutent à cela un lourd fardeau de traumatismes liés aux conflits et d'incapacités qui en découlent, ainsi que des taux élevés de maladies transmissibles et non transmissibles et de problèmes de santé mentale, qui ont tous un impact extrêmement négatif sur les possibilités d'améliorer l'équité en santé.

Les inégalités en matière de santé sont directement liées à un manque de justice sociale et si des mesures ne sont pas prises pour permettre une répartition plus équitable des richesses et une plus grande volonté des gouvernements d'augmenter les dépenses de santé et de s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé, les inégalités en matière de santé dans la Région ne feront que s'aggraver.

Le chômage et les mauvaises conditions de travail constituent également de sérieux défis pour la santé. Les travailleurs de l'économie informelle, qui ne fait l'objet d'aucune surveillance de la part des pouvoirs publics, sont privés de droits et de protections en matière d'emploi, et les conséquences des mauvaises conditions de travail sont également désastreuses pour la santé sur le long terme. Les femmes, les enfants, les migrants économiques et les réfugiés font partie des groupes vulnérables qui travaillent dans ce secteur informel.

Selon l'Indice d'inégalité de genre (2018), publié par le Programme des Nations Unies pour le développement, la Région accusait le troisième niveau le plus élevé pour les inégalités entre les sexes parmi toutes les régions. Ces dernières ont également une influence critique sur les résultats liés à la santé, à l'éducation, à l'emploi et aux revenus.

Tout en reconnaissant l'importance de la diversité culturelle et religieuse, le rapport examine la manière dont les sociétés abordent les inégalités en matière de santé et les questions connexes, tels les déplacements de populations et les migrations, et étudie comment une mauvaise interprétation religieuse peut stigmatiser certains groupes de patients et entraîner de moins bons résultats en matière de santé. Le rapport affirme que les croyances culturelles et sociétales qui favorisent les stéréotypes entravent également le développement et limitent les possibilités pour les personnes de réaliser pleinement leur potentiel de santé.

Le climat et l'environnement sont également des indicateurs des mauvais résultats sanitaires et avec des augmentations significatives des températures et une diminution des précipitations, les personnes les plus touchées sont à nouveau les plus vulnérables, celles qui vivent dans la pauvreté et/ou dans des logements urbains surpeuplés, y compris les migrants et les réfugiés.

« En reconnaissant les inégalités en matière de santé et leurs déterminants sociaux, le rapport Reconstruire plus équitablement permettra de rendre les systèmes de santé et les systèmes sociaux plus équitables afin de réaliser notre vision régionale de la santé pour tous et par tous. » a fait remarquer le Dr Al-Mandhari, Directeur régional de l'OMS. « La voie à suivre consiste à garantir la couverture universelle par des services de santé de base et à mettre en place des mécanismes de protection financière pour protéger les personnes contre les conséquences négatives de la mauvaise santé. En outre, mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes constitue une condition préalable à l'amélioration des déterminants sociaux de la santé dans toute société. Ces derniers doivent être pris en compte dans la riposte face à la COVID-19, ainsi que dans la lutte contre les conflits. De ce fait, en s'attaquant aux inégalités sous-jacentes et en rapprochant les parties en conflit, nous pouvons ouvrir la voie à une reconstruction meilleure et plus juste. »

Le rapport, préparé par des experts mondiaux et régionaux dirigés par Professeur Sir Michael Marmot, Président de la Commission et porte-parole mondial en matière d'équité en santé, a été présenté aux parties prenantes aujourd'hui au Caire. Le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, le Directeur régional de l'OMS, le Dr Ahmed Al-Mandhari, S.E le Dr Ahmed Bin Mohamed Al-Saidi, Ministre de la Santé d'Oman, M. Ted Chaiban, Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ont également pris la parole lors de la réunion.

Wednesday 1st of May 2024 05:04:53 AM